

La section des ESU à Nanterre

Par Jean-Pierre Dupuis

Les étudiants du PSU, pour n'avoir pas joué un rôle dirigeant dans le mouvement étudiant qui s'est développé à Nanterre en 1967 et 1968 à partir du département des sciences humaines, en ont été pleinement partie prenante. Ils joueront un rôle plus éminent après mai 68, pendant les quelques années qui ont suivi, plus particulièrement dans le département de droit et sciences économiques.

Avant mai 1968

Le décor un peu surréaliste de l'université et du campus de Nanterre, entrés en fonction au milieu des années soixante autour de la faculté de Lettres et sciences humaines au début, a été souvent planté. Résumons-le en quelques mots. On y arrivait en train à la gare de La Folie, à l'époque petite gare ouverte à tous les vents, dans un environnement urbain dégradé, sorte de no man's land, et située non loin d'un bidonville. Ces années-là et jusqu'en 1968-1969, l'université est en travaux. Outre le bâtiment principal, plus tard uniquement dédié aux lettres et sciences humaines, et la résidence universitaire, il fallait construire le bâtiment destiné au département de droit et sciences économiques (initialement prévu comme annexe de Sciences Po), la bibliothèque (BDIC), la cantine et le complexe sportif. La résidence universitaire est déjà importante, avec un bâtiment réservé aux garçons et un bâtiment réservé aux filles. Jusqu'en 1968, il n'était donc pas rare que, les jours de pluie, on patauge dans la boue pour se rendre aux cours ou à la cantine.

LES ESU

Au début du printemps 1967, existe un petit groupe d'une dizaine d'ESU dont les principales figures ont été :

- en lettres et sciences humaines : Harry JANCOVICI, Pierre PLOIX et Alain FORTIAS

- en droit et sciences économiques : avec moi-même, Daniel LUDET

En mars 1968, cette section ESU de Nanterre comporte de 15 à 20 membres, et Harry. JANCOVICI fait partie du Comité politique national des ESU.

Il y avait de nombreux autres membres du PSU que l'on rencontrait à l'occasion dans les amphithéâtres (par exemple, François STASSE ou Patrick VIVERET). Mais ils militaient dans leurs sections locales et étaient peu impliqués dans le secteur étudiant.

L'UNEF

En lettres et sciences humaines, l'UNEF était organisée en association fédérative des groupes d'études de Nanterre : l'AFGEN. Les principales forces politiques représentées en 1966-67 sont les courants trotskistes (la JCR et le CLER) et l'UEC. Très minoritaires, les ESU et les maoïstes inorganisés sont amenés le cas échéant à s'allier à la JCR. Ainsi pendant quelques mois de l'année 1967, l'AFGEN est-elle présidée par Jean-François GODCHAU (JCR, étudiant en histoire). Pendant l'hiver 1967-1968, est apparue la figure d'Yves STOURZE, probablement devenu président de l'AFGEN après la démission de GODCHAU. Deux courants de l'extrême gauche actifs à Nanterre sont peu représentés dans l'UNEF : l'UJCml et les anarchistes. Daniel COHN-BENDIT, qui se définissait à cette époque comme anarchiste, soit snobait l'UNEF, soit venait y faire des remarques plus ou moins sarcastiques.

Pour compléter le décor, il est amusant de rappeler que, cette année 1966-1967, le département de droit et sciences économiques est, un peu comme un isolat, encore situé dans une aile du bâtiment principal de l'université. Cependant les étudiants en droit, souvent en costume et cravate à cette époque, ne se mélangeaient guère avec les étudiants des départements de la fac de Lettres. Dans sa grande générosité, la direction de l'université avait accordé un local syndical unique, commun à l'UNEF et la FNEF au département de Droit et Sciences Eco. D'où des échanges entre étudiants de gauche et de droite (plus souvent d'extrême droite!) assez curieux, dans un contexte où l'agitation est encore limitée et l'extrême droite discrète.

En droit et sciences éco, l'UNEF n'avait au début pas d'existence vraiment indépendante des groupes d'études de l'UNEF-Paris, et en particulier de la rue d'Assas (l'AGEDESEP). Ayant pris contact avec quelques étudiants de gauche, j'ai donc fondé le groupe d'études de l'UNEF en droit et sciences économiques à Nanterre en 1967.

Après avoir été dûment briefé par Henri ROUILLEAULT rue Mademoiselle (avec un exposé théorique sur A. GORZ, « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » et la stratégie des objectifs intermédiaires en milieu étudiant), j'ai organisé une assemblée générale. En alliance avec un militant catholique (Jean-Paul GUILLOT, qui quelques mois plus tard fondera le MARC, mouvement d'action et de recherche critique), avec un des rares représentants de la JCR en droit et sciences économiques (Alain LENFANT) et avec la neutralité bienveillante de quelques éléments de l'UEC, j'ai été élu à la direction de ce groupe d'études, dont je suis resté formellement président pendant deux ou trois ans (en fait au moins jusqu'au congrès d'Orléans). Cette petite prise de pouvoir en bonne et due forme – en assemblée générale où nous devons être une quinzaine – s'est faite sur une ligne d'action principalement universitaire, mais incluant une motion de soutien à la lutte du peuple vietnamien. La seule opposition est venue d'un militant de l'UJCml (Joël BONAMY, plus tard à Économie et Humanisme, qui avait pour seul allié et soutien, Charles MASSE). Le camarade BONAMY, convaincu du bien-fondé de la ligne très ouvriériste de son organisation, défendait alors la thèse selon laquelle l'UNEF devait s'appuyer essentiellement sur les étudiants salariés pour affirmer son caractère progressiste et son lien avec le mouvement ouvrier...

Le mouvement étudiant

Il a connu à Nanterre deux étapes principales :

Au printemps 1967, l'action, où déjà COHN-BENDIT joue un rôle prépondérant, se cristallise sur l'abolition des contrôles dans les bâtiments de la résidence universitaire. S'il était possible aux filles d'accéder au bâtiment des garçons, l'inverse était interdit. Une occupation du bâtiment des filles a donc été organisée et le mouvement obtiendra la libre circulation dans les bâtiments de la résidence universitaire.

Mouvement du 22 mars : le mouvement s'est ainsi développé après avoir occupé la nuit du 22 mars 1968 le bâtiment administratif de l'université (où siégeait le doyen GRAPPIN), pour protester contre l'arrestation de Xavier LANGLADE, étudiant à Nanterre et militant JCR, à la suite d'une manifestation du Comité Vietnam National qui avait pris pour cible une agence de l'American Express à l'Opéra.

Le cœur de l'agitation se trouve dans le département des sciences sociales où enseignent les TOURAINE, BAUDRILLARD, LOURAU, etc. Les ESU participent au mouvement du 22 mars, bien qu'aucun ne s'affirme comme leader. Deux courants d'extrême gauche jouent dès le début un rôle important dans ce mouvement :

- le courant anarchiste, dont les porte-parole sont en premier lieu Daniel COHN-BENDIT, le plus charismatique, mais aussi Jean-Pierre DUTEUILI (auteur d'un livre et d'articles sur le mouvement nanterrois). Outre sa culture libertaire, COHN-BENDIT est fortement influencé par l'exemple du SDS allemand, dont il saura tirer profit (vision radicale mais unitaire, importance de la critique universitaire...).
- le courant JCR dont le principal porte-parole est Daniel BENSARD, puis plus tard Camille SCALABRINO, etc.

Les lambertistes de la FER (ex-CLER), dans leur logique sectaire, se tiennent à l'écart du mouvement. Plusieurs maoïstes sont à titre individuel très actifs dans le mouvement, mais le positionnement de l'UJCml est d'abord hostile : les militants de l'UJCml diffusent fin mars 68 sur le campus un tract intitulé : « Le mouvement du 22 mars est un mouvement réactionnaire à 100% ». Un mois plus tard, les étudiants auront la surprise de voir le principal leader m-l sur Nanterre, Roland CASTRO, juché sur une table dans le hall du département des sciences humaines, faisant une autocritique publique de la position ouvriériste qu'avait prise son organisation et ralliant le mouvement du 22 mars.

Mais ce mouvement étudiant, en partie grâce à l'intelligence politique de son principal animateur (Dany), n'est pas uniquement un rassemblement de l'extrême gauche :

- Il associe une frange d'étudiants plus large dans quatre commissions de travail qui se réuniront pendant le mois d'avril 68 sur le campus et produiront des rapports : Critique de l'université et université critique

Luttes étudiantes et mouvements anti-impérialistes (principal investissement de la JCR)

Luttes étudiantes et luttes ouvrières (principal investissement des militants m-l)
Culture et créativité (animée par un certain Olivier Castro)

- Dans les assemblées générales, on verra aussi s'exprimer, Patrick VIVERET, perçu alors comme un des principaux porte-parole de la frange réformatrice du Mouvement (et dont l'appartenance au PSU n'était pas connue). Il est arrivé à Patrick de soumettre en assemblée générale une motion alternative à celle du leader charismatique, motion parfois qualifiée par lui-même de version « un peu plus à l'eau de rose »...

Après mai 68

LES ESU

La rentrée de décembre 1968 et janvier 1969 changera évidemment la situation. Les ESU de Nanterre accueillent alors de nombreux adhérents et sympathisants, mais perdent JANCOVICI et PLOIX qui disparaissent pratiquement du paysage politique nanterrois. On sait que JANCOVICI fera un bout de chemin avec Alain BADIOU hors du PSU (à l'UCFml) :

- en lettres et sciences humaines : on note entre autres une forte présence des ESU en histoire (Philippe FALLACHON et J-F DELOEIL, Françoise Le CALVEZ), ainsi qu'Elisabeth MOTSCH (aujourd'hui écrivain), puis l'arrivée de Patrick PITOEF, Leslie Le PERS et bien d'autres.

- en droit et sciences économiques : arrivent en particulier Henri-Jean COUDY, Jean-François BURDIN et Olivier PASSE, très actifs dans le comité d'action, puis un an plus tard, Louis ADAM et Patrick SOULARD.

Il faut mentionner pour l'anecdote que, la section ESU Nanterre ayant été très active dans la préparation du congrès de Dijon dans la fédération des Hauts-de-Seine au printemps 1969, elle envoie plusieurs délégués au Congrès, dont deux (J-F BURDIN et Michel HUSSON, aujourd'hui à ATTAC) s'exprimeront à la tribune (M. HUSSON parlera entre Gilles MARTINET et Marc HUERGON !).

La section de l'université de Nanterre regroupera dans ces années 1969-1970 une quarantaine d'adhérents. Elle conservera pendant deux ans une double insertion: dans le secteur étudiant et dans la fédération des Hauts-de-Seine, incluant un jumelage avec le petit groupe des ouvriers du PSU de l'usine Chausson de Gennevilliers. Les débats politiques reflèteront fortement l'influence de l'extrême gauche et, au sein du Parti en 1970 et 1971, celui de la Gauche révolutionnaire (GR) et du courant marxiste-révolutionnaire. La section ESU Nanterre ne survivra pas au départ de ces courants et militants pendant l'année 1972-1973.

l'UNEF et le mouvement étudiant

Dès l'été 68, est créé à Nanterre droit-sciences éco un comité d'action qui regroupera rapidement, à la rentrée universitaire, un grand nombre de sympathisants. Au début de 1969, les ESU appliquent évidemment la ligne du congrès de Marseille et l'orientation dite du mouvement politique de masse, en partie inspirée par l'expérience du mouvement du 22 mars. En alliance avec toutes les tendances d'extrême gauche, principalement le comité Rouge (principal porte-parole : Jean-Paul MOATTI) et quelques maoïstes tendance VLC (Vive le communisme, animé par Roland CASTRO) qui deviendra VLR (Vive la révolution, dont Stéphane COURTOIS, futur auteur d'ouvrages sur le communisme soviétique), mais aussi avec beaucoup d'inorganisés, nous réalisons la fusion formelle de l'UNEF et du Comité d'Action. Je suis allé déposer les nouveaux statuts à la préfecture des Hauts-de-Seine. Avec le soutien de l'extrême gauche, je suis resté le président du comité d'action UNEF droit-sciences éco.

Du côté des lettres et sciences humaines, il n'est pas certain que la fusion des comités d'action et de l'UNEF y ait été formellement réalisée en 1969 et que les ESU aient participé à leur direction. On peut imaginer que c'était le cas au moins dans le département d'histoire où les ESU étaient bien représentés.

Bien qu'assez influents sur la faculté de droit et sc.éco, il nous a été de plus en plus difficile de maintenir avec le temps la fiction du comité d'action en tant qu'organisme de l'UNEF, à cause du lâchage de fait des autres courants d'extrême gauche. Nous réussissons pourtant à endiguer dans le syndicat étudiant en 1970 la poussée de l'UEC, dirigée par Roger FAJNZYLBURG lors de l'AG de l'UNEF droit-sc.éco. Je

serai donc pour la majorité délégué avec Louis ADAM au Congrès d'Orléans de l'UNEF d'avril 1970. Louis ADAM y est élu membre du bureau national¹, CHASSINE et Henri-Jean COUDY conseiller juridique du BN de l'UNEF et président de la commission de contrôle de l'UNEF. Il est à noter pour l'anecdote que deux des principaux leaders de l'UEC au congrès d'Orléans sont nanterrois : Guy KONOPNOCKI (futur écrivain) et Roger FAJNZYLBURG (futur maire de Sèvres).

Les affrontements de mars 1970

Peu de temps avant le congrès d'Orléans, l'hiver puis le printemps 70 avaient été marqués par une forte agitation sur le campus de Nanterre. Outre la critique de certains cours et examens, eurent lieu quelques affrontements avec l'extrême droite. Puis les étudiants assistèrent à quelques incursions spectaculaires de la Gauche Prolétarienne: flanqué de deux jeunes ouvriers quelque peu « lumpénisés » (dénommés Titi et Bouboule), on pouvait voir Gérard Miller, casquette prolétarienne vissée sur la tête et mégaphone à la main, haranguer les étudiants. Ces incursions, suivies de quelques incidents, ont provoqué l'appel à la police par le doyen Paul Ricoeur. Choqués, les étudiants ont alors assisté aux rondes des camions de gendarmes mobiles sur le campus, fortement ressenties comme un viol insupportable des franchises universitaires. C'est ce qui déclencha les affrontements violents des 2 et 3 mars 1970. Dès le lendemain du 3 mars, le doyen Ricoeur dut promptement renoncer aux interventions policières sur le campus. Cela fut perçu comme une victoire et le mouvement organisa un grand meeting dans le hall de la faculté des lettres et sciences humaines, auquel le PSU dépêcha Manuel Bridier. Celui-ci étonna les militants d'extrême gauche par son talent oratoire et par le contenu très offensif -et très gauchiste en vérité- de son discours.

La police recherchera les animateurs du mouvement étudiant et de la révolte du 3 mars 1970, et parmi eux plusieurs ESU. J'échappai à l'arrestation en ne dormant pas chez moi, mais H.-J. Coudy sera incarcéré pendant deux semaines à la prison de Fresnes. Sauf quelques-uns -en général les maoïstes qui sont alors la cible principale de la répression-, les militants étudiants, dont les ESU, seront dans leur majorité relaxés.

Enfin, à Nanterre comme ailleurs (et peut-être encore plus qu'ailleurs), la crise de l'UNEF s'est aggravée à la rentrée de 1970. Les images du congrès d'Orléans, montrées à la télévision dans l'émission Panorama, ont révélé à la France entière que l'organisation étudiante était devenue le champ clos de l'affrontement triangulaire PSU-UEC-AJS. C'est dans ce contexte difficile que la commission de contrôle de l'UNEF, dont la composition était politiquement tripartite, a été chargée d'assurer la diffusion des cartes du syndicat étudiant pour l'année 1970-71 (voir la

¹ (Note de Louis Adam) : je me suis retrouvé au bureau national de l'UNEF sans jamais avoir milité dans cette organisation, ni distribué le moindre tract. J'ai participé à l'assemblée générale électorale de Nanterre/droit/sciences éco dont tout le poids de l'organisation et de la convocation avait reposé sur les épaules du seul Jean-Pierre Dupuis. D'autres militants du Comité d'action étaient présents car il y avait une vague conscience qu'il n'était pas souhaitable que Cambadélis (alors dirigeant de l'AJS) s'empare du sigle. Par ailleurs en compagnie de Sophie Sayanoff et Pascal Dorival nous avons écrit le rapport universitaire préparatoire au congrès d'Orléans de l'UNEF. J'ai du mal à considérer que c'était un acte militant au sein de l'UNEF (la réflexion sur le milieu étudiant qu'il impliquait aurait pu être réalisée au nom des ESU. Au cours du congrès d'Orléans, Henri Leclerc (représentant le BN du PSU) est venu m'expliquer qu'il fallait tout à la fois un représentant de l'université de Nanterre, suite aux affrontements des 2 et 3 mars sur le campus et que le seul possible était moi du fait des positions politiques différentes prises par la section des ESU de Nanterre. Pascal Dorival et Sophie Sayanoff, du fait des liens d'amitié tissés, ont fini de me convaincre. De toute manière nous avons un certain sens du devoir vis-à-vis du parti.

contribution d'H.-J. Coudy à ce sujet). On sait que cela a correspondu au départ du PSU de l'organisation étudiante.